L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX, No. 73 rue de Chartres. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 16 DECEMBRE 1862. Entre les rues Bienville et Conti.

Nouvelle-Orléans :
MARDI MATIN, 16 DECEMBRE.

☞ Les portières sont autorisés à prendre des abonnements à la semaine à raison de 25 cents.

Vente à l'encan de ce jour.

Par R. Roger & Co, à leur salles d'encan, rue Vieille Levée—Marchandises sèches.

Par R. W. C. Farrington, rue Fulton, entre Lafayette et Girod—Liqueurs secrètes. Et au Lower Landing—1,400 livres coton en graines. Et ce soir au Camp et Commanche—Un grand lot d'excellents meubles.

Par Hanlon & McLean, à 10 heures—Porter, jambons, saucissons, ouds, thé, sucre, &c.

Par R. S. Sykes, à 10 heures, dans la rue des Magasins, Nos 19—Groceries, provisions et liqueurs.

Par J. P. Boisseau, à 10 heures, dans la rue des Magasins, Nos 27 et 29—Farine, jambons, graisse, beurre et liqueurs.

Par R. E. Murphy, à 10 heures, dans la rue des Magasins, No 47—Ci de et marchandises diverses. A sept heures, à l'encanteur des rues Gravier et Tchoupitoulas—Articles divers.

Par R. E. Montgomery, à 4 heures, sur la Levée, en face de la Place Jackson—Vaches, cendres, &c.

NOUVELLES DU NORD

DE QUATRE JOURS PLUS RÉCENTES

Par le courrier Columbia.

Importante correspondance

Entre le gouverneur Moore et Jefferson Davis.

NOUVELLES D'EUROPE IMPORTANTES

La France doit offrir seule sa médiation.

Texte de la réponse de la Russie.

Par le steamer *Columbia*, arrivé hier soir de New-York, nous avons reçu des journaux de cette ville jusqu'au 6 courant. Nous empruntons au *Times* de cette date le résumé suivant des nouvelles de jour.

Le général Scott répond brièvement dans les colonnes du *National Intelligencer* à l'ex-président Buchanan, disant qu'il n'a aucun renseignement particulier et déclarant qu'il a reçu de nombreuses marques officielles de confiance du dernier Président des Etats-Unis, mais qu'il considère comme une obligation impérieuse de rendre hommage à la justice et à la vérité historique. Le général Scott persiste à soutenir que certains Etats du Sud ont rompu une convention d'armes plus forte que celle à laquelle ils avaient droit.

On dit que parmi des papiers importants récemment mis par le gouvernement, on trouvera des lettres et des dépêches échangées entre le gouverneur Moore, de la Louisiane, et Jeff. Davis, vers la seconde semaine de novembre. Le gouverneur demandait qu'il fût permis au peuple de la Louisiane de faire le commerce avec la Nouvelle-Orléans et d'échanger du coton, du sucre, etc., pour des choses nécessaires à la vie, dont le manque aboutit consécutivement de grandes souffrances. Jeff. Davis a refusé obstamment qu'il présume d'abord impossible, et qu'on ne pourrait démontrer aucune proposition de ce genre avant le 1er janvier, époque à laquelle le Président se fera un sujet de l'affaire, et la question sera plus sérieusement développée. Le gouverneur Moore a répliqué que le peuple n'attendra pas jusqu'là ; que les habitants mourraient faute d'aliments nécessaires à l'ici-temps, et qu'il fallait qu'ils les obtinssent de suite. Cette lettre se terminait par une sorte de défi à l'autorité de Jeff. Davis s'il n'accordait pas la demande. Le correspondance se terminait là.

Une lettre de Nashville, le 28 novembre, dit : Depuis deux jours, plusieurs brigades de la première division ont été mises en marche dans la direction de Lebanon, dont elles sont à 30 milles ; quelques jours, le 20 de Minnesota, le 18e doit régulière et le 35e de l'Ohio ont été envoyés à 20 milles en avant, dans le but d'occuper un ou deux passages importants sur la rivière Cumberland. Ils ont été ouvrant nommés d'une attaque, mais il n'y a pas encore eu d'engagement. On sait cependant que la cavalerie de Morgan et de Scott nous a pris quelques chariots. Le général Rosecrans visite constamment les troupes, qui l'accueillent par des acclamations de joie. Il est à présent dans le voisinage de Nashville.

Le général Bragg fait parcourir le pays dans le Mississippi et Murfreesboro et de Shelbyville, Tenn., par des fourrageurs qui ont ordre de ne laisser à chaque famille que 120 livres de viandes, et de prendre le surplus pour l'armée.

Des dépêches authentiques, reçues au général Blunt au quartier-général à St-Louis, porte que la victoire remportée sur les rebelles à Cane Hill a été plus complète qu'on ne l'avait dit. Les rebelles ont été chassés de partie forte du côté des rebelles. Quantité et sa bande étaient dans la bataille.

Le ministre Brownlow suggère qu'en réponse à la demande pour la rédaction du général McNeil, le Président Lincoln charge le général Rosecrans de demander la rédaction de Bragg, dont l'armée dans sa retraite du Kentucky a exécuté 17 citoyens loyaux.

Les correspondances S. St-Louis croyaient que Sterling Price se retirait du service confédéré.

Télégrammes du Nord.

LA GUERRE EN VIRGINIE.

Fairfax Court House 5 décembre—Deux Angleais venaient de Richmond cet passé ici en route pour Washington. Ils ont passé au quartier général de Sigel et ont donné des renseignements importants. Ils ont dit que Richmond et ses environs étaient gardés par 40,000 hommes. Les ses environs étaits gardés par 40,000 hommes. Les renforts ne s'augmentait rapidement. La ville est bien fortifiée de tous côtés. Les rébelles n'attendent à une attaque. On a complété cinq encouchemens supérieurs et cette ligne est en voie de construction. Elles portent chacune de cinq à sème canons.

Le siège de Fredericksburg.

Falmouth, 5 décembre.—L'ennemi a commencé hier de nouveles tranchées derrière son premier ouvrage. Il semble qu'il a aussi abandonné quelques uns de leurs travaux et qu'ils les aient occupés de nouveau, particulièrement les redoutes sur la gauche. Toute la journée ils ont été occupés à renforcer leurs batteries. Deux officiers ont été remarqués à la Bourse de port Conway jusqu'à dans une yole. Ils ont vu des piquets rebelles à tous les villages et à tous les points importans.

Départ d'une expédition.

Philadelphie 5 décembre.—Les avis de la forteresse Monroe annoncent le départ d'une flotte de sept transports et de deux bâtiments blindés avec des troupes embarqués. Destination inconnue.

Reconnaissance à Manassas.

Washington 5 décembre.—Une dépêche reçue en soir du quartier du général Sigel, à Fairfax, dit qu'il y a une force rebelle considérable à la station *Brabow*. Il est venu de la cavalerie rebelle jusqu'à la station de Fairfax. Elle est probablement faite une reconnaissance ce pour étudier les mouvements de Sigel.

Le Commercial Advertiser du 6, dans sa seconde édition, contient les dépêches qui suivent :

Occupation d'Grenades, (Miss) par les Fédéraux.

Cairo, Ill. samedi 5 déc.—Les journaux de Memphis nous apprennent que l'expédition du général Hovey, forte de 20,000 hommes, partie de d'Hélena, Ark. il y a quelques jours, a débarqué à Friar's Point, à quelque quinze ou vingt milles plus bas, à marché sur Grenada Miss. et qu'elle a pris possession de cette place lundi.

Un grand nombre d'habitants, qui fait à l'approche de nos troupes.

Le propriétaire de l'*Appeal* a transféré son établissement d'imprimerie à Marietta, en Georgie.

Avant l'occupation fédérale de Grenada, les rebelles ont détruit quinze ou vingt locomotives, et brûlé une centaine de wagons.

Boston, samedi 6 déc.—Le propriétaire de la barque *Harriet Spaulding* dit que Peabody est un habitué ce qu'il n'y a rien de vrai dans l'histoire de "l'Alabama".

Grand incendie à Lockhaven, Pennsylvanie.

Williamsport, Penn. samedi 6 déc.—On dit que toute la portion commerçante de Lockhaven a été la proie des flammes, ce matin. Notre département des pompes n'y est transporté dans un train spécial. L'opération du télégraphe a rapporté que cette ville était en feu avant qu'il ont pu enlever ses instruments. Nous n'avons rien appris depuis.

La loi de confiscation.

Un journal de New York fait les réflexions suivantes sur une des dernières mesures prises par le Président :

Le télégraphe de Washington nous a transmis hier avec une sorte d'indifférence une nouvelle digne cependant d'attirer un plus haut degré l'attention. Nous voulons parler de l'ordre du Président qui fait rentrer sous le compétence de l'attorney général des Etats Unis l'application de la loi de confiscation, laissée jusqu'ici à l'un tribunal militaire.

On a coutume vers le régime de la loi civile en d'autant plus remarquable que les prochaines élections du 22 et du 27 septembre étaient encore dans un esprit électoralement opposé. Mais dès-lors, il est à la force remède le pur sur la magistrature ; aujourd'hui, M. Lincoln renverse cet ordre de choses. Il fait l'en-faire ; mais en même temps il y a lieu d'éprouver quelque surprise, à voir ce revirement se opérer dans un moment où l'on prête au gouvernement de Washington la pensé de ne pas vouloir dans la voie des rigueurs de l'état de guerre.

Cette ordonnance devient encore plus significative, rapprochée de la mesure libérative qui l'a précédée pèe 24 heures en faveur des prisonniers politiques. Mais, en revanche, les prisonniers ne sont pas encore dévant ces portes de la prison ; on faisant agaser la captivité des personnes arrêtées pour opposition en temps ne sont et de celles dont notamment ces devoir ne sont pas les Sud, le décret laisse subsister le *statu quo* pour les autres capitis. Mais malgré cette restriction, nous devrons à nous prendre, il y a là un premier pas qui est cet pas d'abandonné qui ren dans les mesures rebelles.

La extrémitème de deux zones sont transitée que ceux dont nous venons de parler, pouvant d'angoisse que, loin de venger à l'ordre et à la sécurité publique, le décret ne fait que les troubler. Le hasardeux arbitraire de la loi martiale, M. Lincoln vies au contraire à en adoucir et à en abréger le régime. C'est un des plus grands services qu'il puisse rendre à la cause fédérale.

Mais et SOCIÉTÉS—La maison Witters et Penfield, rue de la Vieille Levée No. 32, offre en vente 600 boisseaux de noix mûrgaçé et en 30 cartouches vanté d'épicerie et de compétitrice, ainsi que des cigares, du tabac, de bon bière et bonbons. Voir une avis.

La médiation à Washington.

Le correspondant du *Herald* de New-York écrit de Washington à ce journal, sous la date du 30 novembre :

Des lettres particulières reçues par le dernier arrivage d'Europe expliquent d'une manière satisfaisante les motifs qui ont déterminé le gouvernement français à retirer à lord Russell sa note au sujet de l'médiation en Amérique. Ces explications ne laissent plus de doute sur les dispositions amicales dont la France est animée à notre égard et sur son désintéressement.

Il faut en croire les lettres dont il s'agit, l'empereur, au lieu de prêter l'oreille à ceux qui désirent la rupture de l'Union, aurait formé le projet de travailler à en réunir les fragments au moyen d'un armistice consenti par le Nord et le Sud. Il paraît avéré dès-lors, à croire à la possibilité d'une semblable solution par l'attitude et le langage des chefs démocrates à l'époque des élections en Pennsylvanie. On devinera nécessairement, en effet, que le retour au respect de l'esprit et de la lettre de la Constitution par le gouvernement, ambassadeur de reconstruction de l'Union..... La lettre de M. Drouyn de Lhuys n'aurait donc pas pour but d'amener l'indépendance définitive du Sud, mais de provoquer une suspension d'hostilités qui permettrait au Nord et au Sud de délibérer sur les bases proposées par le gouverneur Hunter, de la Caroline du Nord, pour le rétablissement de l'Union.

Il y a encore une raison qui porte à croire que telle a été la pensée de l'Empereur. Les personnes familières avec les usages diplomatiques disent que si Napoléon avait cru que la séparation serait la conséquence inévitable d'une proposition d'armistice, il aurait fait insérer dans la note de M. Drouyn de L'Hays une clause déclarant, comme cela se pratique dans tous les cas de médiation, que pendant six mois les flottes et les armées des belligérants se retireraient dans de certaines limites et que le blocus serait levé. Au lieu de rien stipuler de semblable, la note n'y fait au contraire aucune allusion et déclare formellement que les puissances médiatrices ne s'immiscueront pas dans les négociations à moins qu'elles n'en soient priées pour l'un des belligérants, ou qu'indépendamment que la France n'entend exercer aucune pression sur le Nord pour forcer celui-ci à renoncer à ses droits, sur le Sud.

Elections de la ville de New York.

Autre victoire démocratique.

Les journaux de New York du 3 continuent les retours des élections locales pour la place de contrôleur, d'avoient de ville et d'aldermen. Le vote donné a été fort inférieur numériquement à celui de l'élection pour le gouverneur. Le candidat démocrate Brennan, pour le contrôle, a obtenu 30,064 contre 25,000 voix données au candidat républicain ; séparé la place d'avoeus de la corporation, le candidat démocrate Develin a reçu 42,910 voix contre 19,843 données au candidat républicain.

Quatorze démocrates et trois républicains ont été élus pour le conseil des aldermen et dix-huit démocrates ont été élus pour le conseil municipal ou pour le bureau des conseil municipal. Ainsi sur 35 candidats pour les deux conseils les démocrates l'ont emporté par 25 contre trois. Autant vaut dire que les 22 wards de la ville de New York et sont prononcés à l'unanimité contre trois parti républicain.

MM. Buchanan et Scott.— Un de nos confrères de New-York publie ce qui suit :

"M. Buchanan et le général Scott n'ont pas encore fini avec leur controverse. L'ex-président passe son temps à démontrer les allégations de vieux général, qui nos ces jours à lui criminer le prédécesseur de M. Lincoln. Sponsor fait pour défilant que celui de ces deux vieillards ; dernièrement, représentants de l'ancienne Union, qui nous leurs dernières heures à s'accuser sur des détails, semblables aux gladiateurs mourants qui s'achevaient sur les ruines de Numance."

ARMÉE FÉDÉRALE.

D'après le rapport de secrétaire de la guerre, le théâtre où elle a lieu maintenant est divisé en dix départemens distincts. Les armées qui opèrent dans ces départemens, suivant des retours officiels tout récens, constituent une force de 775,336 officiers et soldats, entièrement armés et équipés. Depuis que les retours ont été faits, ce nombre s'est élevé à plus de 800,000. Quand les contingens seront remplis, ils comporteront UN MILLION d'hommes et les calcule pour l'année prochaine sont basés sur ce chiffre.

ARRIVÉE DU STEAMER COLUMBIA.

Le steamer *Columbia*, capitaine D. B. Barton, parti de New-York le 6 courant, vis la Havane le 12, est arrivé ici hier soir. On trouvera la liste des passagers qu'il a amenés dans notre partie anglaise.

LE TRENTE-SEPTIEME CONGRES DES ETATS-UNIS.

Nous lisons dans un journal de New York de 1er décembre.

Le XXXVIIème Congrès des Etats Unis ouvre aujourd'hui au troisième et dernière session. La durée en est limitée par l'expiration de son mandat, que la Constitution fixe au 4 mars 1863. C'est donc une période parlementaire de trois mois à laquelle nous allons assister, et malgré un brièveté relative, elle sera certainement marquée par des mesures d'une importance vitale pour le pays.

Les avis sont partagés sur les dispositions que les représentants appartenant à Washington. En général, on croit que la défaite subie par le républicanisme en octobre et novembre a dû avoir pour effet de l'amoyer et de le pousser à un rédoublement de violence pour le court espace de règne qui lui reste. D'autres pensent que devant le désavoeu solennel infligé à sa politique, le Congrès modifiera une allure dans le cas de violente manifestée du peuple. Tel a été en effet jusqu'ici l'effet des revirements électoraux, analogues à celui que nous avons vu se produire cet automne. Nous aimons à espérer qu'il en sera de même cette fois.

Nouvelles d'Europe

Le steamer *Chine*, parti de Liverpool le 22 novembre au matin et de Queenstown le 23, est arrivé hier à New-York. Le *City of Manchester* est arrivé le même jour, mais il avait quitté Liverpool le 19.

Les correspondant parisien du *Herald* de Londres écrit à ce journal en date du 21 novembre :

La seule nouvelle politique de quelque intérêt que le trait généralement accrédité que la France a donné d'offrir seule sa médiation à l'Amérique, dans un continent de ces offres et à ce trait bien accueillie à New York et à Washington. L'*Esprit Public* se porte garant de la vérité ; c'est un journal hebdomadaire qui paraît régulièrement dans les départemens méridionaux dans les antichambres des ministères.

L'officier de la barque anglaise *Blanche*, capturée récemment par un steamer des Etats-Unis dans un port de Floride, a déclaré à un agent du gouvernement de Madrid à demander que désormais l'espace de six milles au-delà des côtes de Cuba fut considéré comme appartenant à la juridiction de l'Espagne.

Le Times de Londres attache une signification politique à la nomination du baron Gros comme ambassadeur de France en Angleterre. Selon ce journal, le choix de ce personnage pour plénipotentiaire indépendant de la part de l'Empereur Napoléon, le désir de maintenir et de resserrer l'alliance qui l'unit au gouvernement de la Grande Bretagne.

D'après le *Journal of Commerce* de Liverpool, les agens anglais envoyés dans le Sud auraient dorés qu'ils ne peuvent pas en ce moment acheter du coton du gouvernement confédéré, et qu'ils ne peuvent pas le prendre à moins qu'ils ne disposent à vendre au même immédiatement.

La note russe sur la médiation.

Voici le texte complet de la réponse de la Russie à la proposition de la France pour la médiation en Amérique :

Dépêche du prince Gortschakoff à M. D'Oubril, chargé d'affaires à Paris.

St Pétersbourg, 8 novembre 1862.

Monsieur,—Je vous transmets sous ce pli une copie de la dépêche de M. Drouyn de L'Hays, que le duc de Montebello avait été chargé de nous communiquer. Elle est relative aux affaires de l'Amérique du Nord et a pour but de nous inviter à nous entendre avec la France et l'Angleterre afin de prédire de la manière actuelle des parties belligérantes pour proposer en commun une suspension d'hostilité. En répondant à cette ouverture, j'ai rappelé à l'ambassadeur de France la sollicitude que notre auguste maître n'a cessé d'éprouver pour le conflit américain et pour les maux de tout ordre à ce conséquent, notamment ceux qui existaient entre les deux pays et dont le caractère impérial a donné une preuve publique. Je l'ai assuré que le Nord ne serait pas condamné à nos désirs que de hâter le moment d'une lutte que nous déplorons et que, dans ce but, notre ministre à Washington l'ordre de saisir toutes les conditions favorables pour recommander la modération et la conciliation, afin d'épuiser les moyens pacifiques et donner aux intérêts engagés un mode différent. J'ai reconnu que les conseils auraient plus de valeur s'ils étaient donnés simultanément et sous la même forme collective par les puissances qui sont intéressées dans l'issue du conflit.

Mais j'ai ajouté que, selon moi, il était nécessaire, avant tout, d'éviter l'apparence d'une pression de la part de nations qui ne sont pas mêlées dans les Etats-Unis et d'exclure les puissances que la seule idée de l'intervention étrangère a révoltées déjà. Maintenant, d'après les informations que nous avons reçues jusqu'à présent, nous sommes portés à croire qu'un mouvement combiné de la part de la France, de l'Angleterre et de la Russie, quelque conciliant qu'il fût, ne produirait pas le résultat que l'on a en vue. Il est à présumer que les Etats-Unis, dans leur ardeur, n'iront pas se prononcer sous un caractère offensif et collectif, serait apte à amener un résultat contraire à la pacification qui est l'objet des bons esprits.

Nous avons compris que si le gouvernement français persiste à croire qu'une démarche formelle et collective est opportune et si le cabinet de Londres partage cette opinion, il serait impossible à la Russie, à la distance où nous sommes placés, de prévoir l'appui que recevrait un pareil projet de ce genre. Mais dans le cas où nous serions à y participerait pas officiellement, nous aurons moral n'en serait pas moins tourné d'avance à toute tentative conciliatrice. En envoyant ceci à son ambassade de France et d'Angleterre, sous la forme officielle qu'il croire la plus propre à déterminer l'appréciation d'une pareille, M. de Rechell, se fait que garder l'initiative et le language que, par l'ordre de notre auguste maître, il n'a cessé d'avoir depuis le commencement du conflit américain. C'est dans ce sens que je vous charge de vous en expliquer au ministre français des affaires étrangères, en réponse à la communication qu'il nous a adressée.

Recevez, etc. etc.,

GORTSCHAKOFF.

Le complot contre Napoléon.

On lit dans une correspondance parisienne du 14 novembre :

Au nombre des bruits qui ont cours à Bourse, cette semaine, je ne puis ne pas mentionner ceux d'arrestations assez nombreuses auxquelles on donne pour motif un complot formé contre la vie de l'empereur par des Italiens, qui auraient récemment pénétré en France par différentes voies. On cite un nommé Lamperani comme le chef de ces misérables qui se figurent que, si Napoléon III disparaissait, avec lui disparaîtrait tout obstacle entre l'unité italienne et Rome. Les insensés ! ils verraient bien vite surgir de vant eux de plus grands que ceux qu'ils cherchent à conjurer par le meurtre. En croyant servir leur cause, ils la perdraient, et leur faute, au lieu de se compiler d'avoir été commise dans le sang. Si la main de la France impériale s'étend entre eux et Rome, elle s'étend aussi entre Turin et Vienne. Elle est plus encore une égide qu'une barrière. Voilà ce qu'ils ne comprennent pas, car les complots de ces insensés paraissent très rare. Quelques ces complots aient été connus et déjoués par la police, on les regrette assez généralement comme la cause de l'ajournement de l'inauguration du boulevard de l'Prince Eugène, attendue pour le 15 de ce mois, quoique le décret-sénat d'hier ait déclaré " que l'empereur avait depuis longtemps fixé cette inauguration au commencement de décembre." On sera donc probablement pour le 2, cette date heureuse de l'empire. D'ici là, les architectes de la ville auront le temps d'achever les ordonnances de la décoration de la barrière de Trône, dont la complication est assez peu goûtée des juges compétents, et le cour aura terminé sa villégiature à Compiègne.

L'ESPAGNE ET LES ETATS UNIS.

S. M. la reine d'Espagne a reçu le 4 novembre, en audience particulière de congé, M. le général comte de Almakbeng, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur de toutes les Russies.

Nous ne trouvons rien à relever dans le discours du comte et dans celui de S. M. la reine d'Espagne, sinon qu'il n'est pas de même pour l'audience qui a suivi, et dans laquelle la reine a reçu les lettres de créance de M. Gustave Korner, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique.

M. Korner a assuré la reine du sentiment très-amicaux que le Président et le peuple des Etats-Unis professent pour Sa Majesté et pour la nation espagnole. Le Président a remarqué avec le plus grand plaisir le caractère loyale et hautement honorable du gouvernement espagnol vis-à-vis des Etats-Unis dans un temps et des circonstances qui offrent nécessairement de nombreuses occasions de complications.

La reine a répondu en remerciant l'envoyé des Etats-Unis de l'appréciation faite par le Président, de la conduite du gouvernement espagnol, et des vœux exprimés pour la prospérité de l'Espagne. Mais nous pouvons faire remarquer cette phrase significative de son discours :

"J'apprécie vos félicitations à l'occasion de la prospérité qu'atteint l'Espagne, et je vous remercie des vœux que vous formez pour son bonheur et pour ma félicité et celle de ma famille ; je regrette que la nouvelle de deux faits graves survenus dans les eaux de l'île de Cuba puissent troubler la satisfaction que me causent ces félicitations.

" Mais les termes dans lesquels vous avez exprimé les sentiments du Président des Etats-Unis m'inspirent la confiance qu'il sera fort heureux qu'agissant les droits et l'honneur de l'Espagne ; elles que les relations qui unissent les deux gouvernements ne soient pas altérées par l'effet de cet événement."

DEMENTI DU COMPLOT CONTRE NAPOLEON.—Nous lisons dans le *Constitutionnel* du 20 novembre :

Nous avons dédaigné de démentir les bruits absurdes de complots fantastiques qui circulent depuis quelques jours et que le mystérieuse, pour inventive du conte, s'obstine à répéter. Mais comme, malheureusement, il se trouve toujours des gens assez crédules pour ajouter foi aux mensonges les plus invraisemblables, il est bon de ne pas laisser se répandre plus longtemps les fables où l'odieux se mêle au ridicule. Disons donc qu'il n'y a rien de vrai dans toutes ces rumeurs, à l'idée duquelles on veut troubler la tranquillité publique et inquiéter les esprits.

LA PRESSE FRANÇAISE ET ANGLAISE—NOUS lisons dans le *Pays* :

Le *Herald* et le *Globe* poursuivent leur polémique sur la question de la médiation anglaise ou propositions de médiation de la France. Le premier de ces journaux regrette d'avoir à dire que les relations entre les gouvernemens de France et d'Angleterre ont pris un fâcheux caractère. Il y a beaucoup d'exagération en cela, selon l'article du *Herald* ; on peut le prendre, cependant, comme une preuve des déceptions éprouvées par une partie de l'opinion publique dans le Royaume-Uni.

Cette exagération est, malheureusement pour le *Globe*, une ressource excellente dont il profite : "Si, dit-il, notre confrère entend l'alliance franco-anglaise dans le sens d'une obéissance passive de notre part aux inspirations de la France, on n'est pas d'aujourd'hui que l'alliance de France et Angleterre a reçu une atteinte grave." Mais le *Globe* sait bien que, si l'entend qu'une alliance soit pour l'un des contractants, et le dont de sa propre individualité. Seulement, on peut attendre de deux alliés un accord réciproque quelque, selon nous, que les propositions qui émanent d'une des parties n'aboutissent pas les intérêts de l'autre partie. Quand une idée est généreuse et qu'une démarche est loyale, il n'y a rien de blessant pour l'amour propre et la dignité d'un allié à adhérer à des propositions dont il n'a pas eu l'initiative.

CHRONIQUE LOCALE.

ENNEMIS ENREGISTRES.—La *Delta* d'hier soir nous apprend que, d'après un relevé qui vient d'être fait, le nombre des ennemis enregistrés à la Nouvelle-Orléans, est maintenant de 2,127, presque tous hommes, et que le nombre des personnes qui ne sont adressées au colonel French, en vertu de l'ordre du général Butler, pour réunir les fugitives fédérales et esclaves, sur le territoire des Etats Confédérés, est de 1,167, dont 300 femmes et 100 enfants.

COUR PRÉVÔTALE.—Wm Hudson, alias Red Bill No 2, a été condamné à six mois de workhouse. Il n'a pas rendu un billet de vingt piastres qu'il avait été chargé de changer.

Le tribunal a condamné à cent piastres d'amende le capitaine Monahan qui a passé à Quarantaine sans s'être conformé à la loi.

Michel Vinatier, pour qui l'on a trouvé un passeport à son adresse à New York et à Washington, a été condamné à vingt piastres d'amende et l'arme a été confisquée.

F. Tortorici doit il a été déjà question, a fourni un cautionnement de mille piastres en attendant l'interrogatoire qui en fait à jeudi prochain.

PROBES EN DOMMAGES—M. Frederick Urban bank a intenté un procès en dommages à la Shakspeare Cour de District, à M. Peter Oberbeck qu'il accuse de l'avoir calomnié.

Il réclame deux mille piastres.

DEUXIEME COUR—Le juge Whitaker, de la Deuxième Cour de District, a ordonné que Chas. Pilage fut traduit devant lui, samedi prochain, 20 du courant, à dix heures, pour répondre à l'accusation de lui avoir manqué de respect.

C'est la suite de l'affaire de divorce dont nous avons déjà parlé. MM. Durand & Hornor, avocats de Mme Pilage, ont déclaré que la maison de la rue Bienville, que cette dame habite, lui appartient exclusivement ; qu'en vertu du tribunal l'a mise en possession de tous les meubles ; qu'un dépit de ces faits et d'un désordre de séparation de corps et de biens, le défendeur a cherché à demeurer dans la maison avec son fils, Hermann Pilage, de vexer, de menacer et d'insulter la demanderesse.

INCENDIE.—La cloche d'alarme a sonné hier soir, vers cinq heures. Le feu s'était déclaré chez Mme Wardell, rue Bourbon, entre les rues Ville et Bienville.

La perte est insignifiante.

ARRESTATION—M. Joseph Augé ou Ongé a été arrêté hier, dans le Deuxième District, sous prévention d'avoir manqué de respect au magistrat.

Il occupe une maison de la rue Bourbon, près Dumaine, et tous une chambre à une dame française dont le mari est en service actif dans le 1er régiment de la Louisiane. Comme elle ne pouvait plus acquitter le loyer, il obtint un ordre d'un juge de paix et la mit dehors. Elle s'adressa à la cour du juge Bell, et M. Gérau lui donna un ordre par lequel on devait la recevoir dans la maison. M. Augé refusa de s'y conformer.

C'est en seconde fois que M. Augé est arrêté. La dame ne s'était pas présentée lors de la première comparution de l'accusé.

THEATRE DE L'OPERA—Les artistes réunis en société donneront dimanche prochain, une représentation attrayante composée des *Saltimbanques*, vaudeville en 3 actes, et de la première représentation de *La Caverne d'Alba*, drame en 3 actes, par MM. D'Ennery et Gustave Lemoine. M. Chol, artiste de talent, dont le concours cette soirée, à la troupe des artistes, fera en rentrée par le rôle de Bibaquet dans les *Saltimbanques*.

DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ.—La société qui existait sous la raison Frois, Martial Crotte & Co, a été dissoute d'un commun accord le 10 de ce mois.—Voir aux annonces.

PROVISIONS, ETC.—Nous appelons l'attention des familles sur l'annonce que MM. Witters & Penfield publient aujourd'hui dans l'*Abeille*. Cette maison vient de recevoir un assortiment de provisions et de comestibles de choix, ainsi qu'un grand nombre d'articles de mélange, qu'elle vendra à des prix très modérés.

MESS PORC ET LARD.— La maison Villeroche et Longhland 64 rue des Magasins, offre en vente 350 barils de mess porc et 40 tierces de graisse prime.

ON ACHETE

Au plus haut prix

Toute les bâtisses qui ne passent pas 13, RUE ST-CHARLES.

Vis-à-vis le *True Delta*, au premier.

1644—tf

EDITION D'HIER SOIR.

Nouvelles du Nord

de deux jours plus récentes.

Le *Delta* publié ce matin un extrait dans lequel il donne la nouvelle importante qui suit et divers extraits du *N. Y. Times* du 4 courant.

Bureau du *Delta*, dimanche soir, 14 décembre.

Le steamer *North Star*, amenant le major général Nathaniel P. Banks et son état-major, et le 46e régiment de Massachusetts, colonel Thomas E. Chickering, est arrivé ici ce soir.

Environ cinquante transports, portant trente mille hommes de troupes, les suivent dans le fleuve. Il ne nous est pas permis d'en dire plus long sur nos renforts.

Le "North Star" apporte des avis de New-York jusqu'au 4 décembre.

La guerre dans le Sud-Ouest.

Chicago, 3 décembre.—Une dépêche spéciale de Holly Springs dit que les rebelles ont évacué Tallahatchie le 1er courant, et que la division du général McArthur a occupé les forts rebelles en point. On croit que les rebelles en pleine retraite. La cavalerie fédérale a occupé Abberville le 1er à neuf heures du soir ; les rebelles, avant de partir, ont incendié les magasins ; ils se sont dirigés vers Oxford. On les poursuivra à minuit.

Missouri.

Quartier-général du département de Missouri, St-Louis, 30 novembre 1862.

A H. W. Halleck, gén. en chef, à Washington.

Général,—Le général Herron télégraphie que l'ennemi est en force à Fayetteville. Il a résolu à détruire la fabrique de salpêtre, l'arsenal et les magasins, avec environ 500 fusils de chasse et carabines. On a capturé 60 prisonniers et 100 chevaux. Les malades dans les hôpitaux ont été mis sous parole, et les troupes sont revenues hier soir après avoir fait 150 milles en moins de cinq jours.

P. H. Curtis, major-général.

Combat près de Suffolk,

Washington, 3 décembre.—La dépêche suivante a été reçue au Quartier-Général :

Au Major-Général H. W. Halleck, *général en chef, Washington :*

Forteresse Monroe, mardi, 2 décembre.—Une expédition envoyée de Suffolk, hier, par le major-général Peck, a capturé aujourd'hui la célèbre batterie *Paulsen*, qui avait été prise à l'armée fédérale ; elle a en outre repoussé l'ennemi sur de l'autre côté de la rivière Blackwater à Franklin. Nous avons trente prisonniers et nous en emmenons encore sur la route. L'ennemi a eu plusieurs tués et blessés. Notre perte est légère.

JOHN A. DIX, major-général.

Les généraux Pope et Sigel.

Washington 3 déc.—Les rédactions sur la conduite et l'insuccès du général Sigel contenues dans la lettre du général Pope au général Halleck, publiées avec le rapport de ce dernier dans la *Tribune* d'aujourd'hui, sont si directes que le général Sigel demandera indubitablement une investigation officielle. Le général Pope sera nommé de nouveau ou de nécessité sur les réputations.

Les amis du général Sigel sont convaincus qu'elles n'ont d'autre cause qu'une antipathie personnelle de ce dernier pour le général Pope. Il y aura lieu d'examiner aussi les insinuations personnelles du général Pope sur le caractère militaire du général Sigel. Informations seront prochaines sur lesquelles l'attention de ce dernier n'a été appelée que récemment.

L'omission complète de toute mention honorable du général Sigel dans la dépêche publiée par le général Pope sur un engagement, a été remarquée au moment de la publication de ce document. Les amis du général Sigel et le public qui connaissent ces brillants services ignorraient alors pourquoi il n'avait pas été reconnu.

Nouvelles de Washington.

Il est pas douteux que le secrétaire de l'intérieur, Smith, ne démissionne pas siège dans le cabinet, avant la fin de mois, afin d'éviter la nomination de juge de la Cour de District des Etats-Unis à la place de juge Hemington, décédé. Il est probable que M. Smith aura désigné l'honorable Schuyler Colfax refusa de siéger le Congrès. Dans l'opinion des personnes bien informées il n'est pas probable que le nouveau président pour le District de l'Illinois. Si l'Indiana ne garde pas un siège dans le cabinet, l'offre en sera probablement faite à Joseph Holt, de Kentucky, qui est très estimé du président.

Le secrétaire Seward aurait dit que la plus mauvaise des correspondances diplomatiques qui vont être publiées sous la forme de Livre Bleu, dans laquelle il passe en revue la position et les arguments de M. Gladstone et fait des considérations sur l'attitude de la nation anglaise.

Le rapport du secrétaire de la guerre ne sera présenté au Congrès que le 5 décembre. Des copies en seront fournies d'avance à la presse. Ce rapport est très long.

Le bruit continue à circuler constamment à Washington dans les lignes unionistes en Virginie.

Les journaux de Paris, à l'exception du *Moniteur*, reprochent généralement au gouvernement anglais de ne refuser à la proposition de la France et l'attribuant à des motifs peu honorables (*discrédit aux nations*).

On rapporte qu'il y a eu un grand désappointement en ce qui concerne la Russie, que la proposition de médiation avait été envoyée à St Pétersbourg avant d'être envoyée à Londres et on complaît que l'ajournement de la Russie paraîtra sur la décision de l'Angleterre.

Le Times et le *Daily News* pensent que des événemens subséquens y compris les succès de monetéquipe dans les Etats du Nord confirment la sagesse du cabinet anglais en agissant comme il l'a fait.

Le *Morning Post* dit que la question pour toutes les grandes puissances ne paraît dire qu'à un point de temps.

Le *Herald* pense que rien n'était plus opportun et courtois que la proposition de la France et qu'il n'y a rien de plus illogique et de plus hostile dans la réponse de Russell.

Le *Herald* avance que les relations de l'Angleterre et de la France sont pris un caractère peu satisfaisant, mais le *Globe* tourne cette idée en ridicule.

Les conseils de cabinet se succèdent fréquemment à Londres.

Le résultat de l'élection dans l'Etat de New-York doit le tableau de beaucoup de commentaires, l'impression étant que les succès du parti démocrate favorisera la paix et spécialement à faire rentrer le gouvernement dans des limites constitutionnelles.

Le Times pense que les victoires démocratiques propageraient l'idée et le mot de compromis parmi nous les Etats-Unis.

Le *Daily News* pense que le succès des démocrates signifie une disposition à laisser le Président et son parti à leur propre ruine.

Garibaldi, dans une lettre à W. Cornill Jewett se prononce fortement pour le Nord et contre l'esclavage. Il est pour l'abolition de l'esclavage avant tout.

Les nouvelles continentales sont sans importance.

Le *Times* de samedi s'occupe de l'effet probable des différentes interprétations dans les directions. Il dit qu'il ne doit pas s'attendre à un changement soudain dans la politique fédérale, mais il croit à présent de savoir que le père des nommés de M. Lincoln a été condamné et sera probablement abandonné. La victoire des conservateurs empêchera le grand crime de l'extinction à une insurrection de nègres, et conservera la liberté personnelle et la libre discussion au Nord.

Le Morning Herald regarde la destitution de McClellan comme une terrible erreur de M. Lincoln, au point de vue militaire et au point de vue politique. *Le Star* pense que la cause de cette destitution justifie le président.

Le Saturday Review pense que Napoléon a un projet des mouvements qui n'appartiennent pas à la nature de son plan de médiation ; il dit que la mention expresse du droit de l'Etat de la Confédérée, nom choisi par eux, implique virtuellement la reconnaissance, et que la proposition d'une armistice implique une opinion qui peut prochainement se produire en langage plus intelligible que les paroles. L'article fait allusion à une alliance probable avec les Etats du Sud au sujet des dessins de l'Empereur au Mexique.

Dernières Nouvelles.

Cap Race, 1 déc.—Par Jacksonville, N. Brunswick, 3 décembre.

Le vapeur de la malle royale *Chine*